



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## **DECLARATION DE LA FSU AU CSA ACADEMIQUE DU 30 NOVEMBRE**

Pour commencer, nous tenions à rappeler ici notre forte indignation face à l'expulsion d'un élève du collège de Blois Vienne que la police est venue chercher à l'intérieur de l'établissement. En effet, Mardi 21 novembre, des gendarmes de Contres se sont présentés au collège de Blois Vienne pour venir chercher un élève scolarisé dans la classe d'UPE2A (unité pédagogique pour élèves allophones arrivants). Il est scandaleux qu'une mesure d'obligation de quitter le territoire français (OQTF), notifiée le matin même à la famille, soit appliquée pendant le temps scolaire ou périscolaire, qu'un enfant soit extrait de sa classe devant ses camarades et emmené par des gendarmes, alors qu'il n'a commis aucun délit, et ce alors que manifestement le chef d'établissement s'était opposé à l'entrée de la gendarmerie. Nous exigeons que les valeurs de fraternité et d'humanité priment sur l'application aveugle d'une politique du chiffre visant à plaire à l'extrême droite, et que les familles sans papiers, dont les enfants sont scolarisés, bénéficient d'un titre de séjour permettant à ces derniers la poursuite d'une scolarité sans crainte d'être expulsés à tout moment.

Le contexte national et international dans lequel se déroule ce Comité Social d'Administration Académique est particulièrement inquiétant et dramatique : conflit au Proche-Orient, élection de l'ultralibéral et libertarien Javier Milei en Argentine, attentats contre des collègues, libération sans limite des idées d'extrême droite, dans un contexte économique où l'inflation est encore forte. Cette dernière est génératrice de désespoir, qui peut s'emparer d'une grande partie de la population et pousser les citoyennes et les citoyens vers des stratégies électorales dangereuses pour la démocratie. Ce raidissement général atteint également notre administration.

Malgré le contexte économique désastreux, le ministre de la fonction publique s'entête dans des pseudo mesures salariales à coup d'indemnités et de primes qui ne font que désunir la fonction publique et ses fonctionnaires. Il faut rendre à la fonction publique les ors dont elle a bénéficié au début du XXème siècle où les fonctionnaires étaient mieux rémunérés que dans le privé et avaient plus de congés payés parce que leurs missions, qui sont toujours les nôtres aujourd'hui, paraissaient en ce temps, nobles et incontournables pour permettre un service d'intérêt général. L'impasse salariale imposée par ce gouvernement est intolérable pour une grande partie des agent-es de la fonction publique qui se trouvent dans les grilles de rémunérations les plus faibles, dont font partie une immense majorité de femmes : les catégories C, nos collègues AESH (97 % de femmes) et les AED.

Les enseignant·es, CPE, PSYEN ne sont pas en reste avec des salaires bien en-deça des autres catégories A de la fonction publique et bien en-dessous de la moyenne de l'OCDE. La situation salariale de la fonction publique est désastreuse et nécessite un plan d'ampleur et une campagne de revalorisation des missions des services publics auprès de la population.

Alors que les organisations syndicales ont quitté le Conseil commun de la fonction publique suite au refus ministériel d'engager en 2024 la moindre mesure de lutte contre le déclassé salarial des fonctionnaires, le ministre de l'Éducation nationale se réjouit dans les médias de la mise en œuvre du Pacte présenté à l'opinion publique comme une véritable revalorisation. Les conditions de travail des enseignant.es sont détériorées, notamment par la pression culpabilisante et infantilisante mise par les chef-fes d'établissement pour faire accepter le Pacte et le remplacement

de courte durée. Depuis fin septembre, on constate une fuite en avant de l'institution, prête à tout pour faire signer du Pacte et faire du chiffre.

L'augmentation du nombre de contractuel·les est inquiétante (400 de plus dans notre académie par rapport au mois de novembre 2022, soit 50 % de plus) : il devient urgent de revaloriser les métiers, de remettre en place un plan pluri-annuel de recrutement, et un plan de résorption de la précarité.

En ce qui concerne les personnels non enseignants, la FSU souhaite attirer votre attention sur la détresse croissante de nos collègues en raison de la charge de travail de plus en plus lourde et des responsabilités supplémentaires, sans augmentation de personnel. Il est urgent de renforcer les effectifs. Les agent·es sont constamment sollicité·es, avec des tâches qui s'accumulent sans cesse dû en grande partie aux différents nouveaux logiciels. Cette situation entraîne une pression constante, et les conséquences sur la santé physique et mentale sont désastreuses. Le manque de considération vis-à-vis de la souffrance engendrée par cette surcharge est également très préoccupante.

Et ce n'est pas avec le versement du Cia de fin d'année que les choses vont s'arranger.

Le versement du Cia à la "tête du client" que vous appliquez dans notre académie à la place d'une répartition forfaitaire, le même montant pour toutes et tous, façon 13ème mois, va encore une fois être très mal perçu par les collègues.

De plus, le ministère a alloué une redistribution des 10% à toutes les académies.

Cette redistribution ne peut être effectuée de façon inéquitable favorisant certaines personnes au détriment d'autres. Les 10% devraient bénéficier à chaque agent.

**Ainsi, les conditions de travail de l'ensemble des personnels se sont profondément dégradées, entraînant souffrance et renoncements. Le ministère** porte la responsabilité de la dégradation des conditions de travail et de la santé de ses personnels, celles et ceux qui tiennent l'École à bout de bras. Il est également responsable de la dégradation de la scolarisation de tous les élèves. Avec les 1709 suppressions de postes d'enseignant·es dans le 1er degré pour la rentrée 2024, et les 484 dans le second degré, le choix est fait de laisser la situation se dégrader encore davantage.

Le communiqué de presse du ministre doublé d'un entretien dans la presse montre que Gabriel Attal fait feu de tout bois pour servir un projet de réforme régressif pour le collège.

Ainsi, il s'alarme des résultats « inquiétants » en français et en mathématiques qui ressortent des évaluations nationales passées en classe de Quatrième en septembre, promettant des « mesures fortes » en décembre prochain. Alors que les consultations de la mission « exigence des savoirs » ont toujours cours, **la solution pour « contrer cet affaissement » est toute trouvée pour le ministre : des « groupes de niveau » tout au long de la scolarité du collège en français et en mathématiques. De nombreuses études ont pourtant mis en avant les effets pervers des groupes de niveau tant pour les bons élèves que pour les plus faibles d'ailleurs** : perte du plaisir d'apprendre et de la motivation sous la pression de performance permanente pour les uns et, pour les autres, face à des ambitions éducatives amoindries ; accroissement des différences initiales entre élèves ; retentissement sur le processus de construction de l'identité sociale de l'élève ; objectif d'intégration sociale mis à mal...

L'autre piste envisagée par G. Attal relève de la même logique : « *des parcours renforcés avec plus d'heures en mathématiques et en français pour les élèves les plus fragiles, quitte à réduire pour eux dans un premier temps le volume horaire d'autres disciplines* ». **Aux uns un enseignement complet et continu ; aux autres les « savoirs fondamentaux » (entendez les apprentissages instrumentaux de base) et un décrochage par rapport aux autres disciplines...**

**Dans le premier degré**, les enseignant-es demandent non pas « un choc des savoirs » mais « un sursaut du ministère » face aux problèmes que rencontrent les personnels de l'Education Nationale. La profession est en souffrance face au poids toujours plus lourd des fondamentaux et la profusion des guides de bonnes pratiques. Nous sommes et entendons rester des enseignants concepteurs et non de simples répétiteurs. Nous ne pouvons plus entendre le tout-fondamentaux comme réponse unique.

Pour la FSU, le ministre doit cesser d'instrumentaliser les données des évaluations standardisées pour justifier la casse du collège unique, la rupture avec un projet d'éducation nationale commun à tou-tes. **Réduire les effectifs par classe, financer des dédoublements, mettre plus de moyens dans l'éducation prioritaire, prendre des « mesures fortes » pour favoriser la mixité sociale et scolaire seraient nettement plus ambitieux – et efficaces, études à l'appui – pour tous nos élèves.**

Pour ce qui est de l'Acte II de l'École inclusive, nous dénonçons le passage en force du Ministère et en demandons le retrait. Alors que nombre d'élèves attendent une place en IME, ITEP, mais aussi dans les ULIS collèges... l'acte 2 de l'École inclusive permet de fermer les places existantes !

Les organisations représentatives des personnels : FSU, UNSA éducation, SGEN-CFDT, CGT Educ'action, SNALC et SUD Éducation demandent au ministre de mettre en œuvre un véritable plan, concerté avec les organisations syndicales, pour que l'école inclusive puisse fonctionner et prendre en compte tous les types de difficultés des élèves.

**La FSU demande une enquête à l'échelle des départements sur l'adéquation entre les notifications MDPH et l'affectation réelle de ces élèves ainsi que les besoins en AESH.**

Sous les ors de la République et grâce à l'invitation officielle d'un sénateur d'extrême droite, les membres de l'association Parents Vigilants, créée par Eric Zemmour, ont témoigné de leurs actions : raids numériques contre des professeur-es, courriers de dénonciation, campagnes calomnieuses... Se croyant investis d'une mission visant à sauver l'École d'une prétendue décadence, ces parents traquent, menacent, jettent en pâture des professeur-es coupables à leurs yeux de... Simplement faire leur métier. Nous attendons toujours une réaction du Ministre.

Écœurées par ce silence assourdissant, par le mépris institutionnel qui sévit depuis sept ans et par tant de gâchis, nos professions essaient pourtant de tenir bon.

Parce qu'aucune école ou établissement n'est épargné et parce que les personnels sont au bord du burn out, la FSU-SNUipp a déposé une alerte sociale, dans tous les départements, pour tous les personnels du premier degré.

Mais les personnel du second degré et les services administratifs sont eux aussi en souffrance : le mal être au travail est tel, que les autres syndicats de la FSU ne s'interdisent pas de déposer, à leur tour, une alerte sociale.

Concernant la mixité sociale dans notre académie, nous tenions à rappeler notre demande de construction d'un nouveau collège à Blois, seule solution pour permettre une réelle mixité sociale dans les collèges blésois. La fermeture sèche du collège Rabelais ne résoudrait en rien les problèmes de mixité et alourdirait les effectifs déjà trop chargés des autres collèges. Concernant les classes CHAM et CHAD de Paul Louis Courier, nous tenions aussi à réaffirmer notre position : nous demandons la suspension du projet de transfert de ces classes dans d'autres établissements en attendant l'étude des impacts sur les postes des collègues, sur les collègues affectés sur des postes spécifiques, ainsi que sur les effectifs des autres établissements tourangeaux. Dans ces deux situations, la FSU tient à rappeler notre profond attachement à la mixité sociale.

Concernant la voie professionnelle, Carole Grandjean a dévoilé son projet de réforme de la classe de terminale. Impactant aussi les autres niveaux, ce n'est pas moins que la suppression de 4 semaines de cours en terminale et de 2 heures hebdomadaire en seconde et en première. Ce qui représente 7 semaines de cours en moins sur l'ensemble du parcours en 3 ans. La ministre rejoint donc son prédécesseur sur le podium des fossoyeurs des lycées pros : sa réforme est la copie de la réforme Blanquer en pire.

En plaçant certaines épreuves fin juin, la ministre organise une inégalité de préparation aux épreuves entre les élèves qui « choisiraient » de rester au lycée pro et qui bénéficieront d'une préparation aux examens avec leurs enseignant-es, et les élèves en stage qui n'auront aucune période de révision. Ce choix profondément inégalitaire et stupide révèle une fois de plus que la seule motivation est, d'une part, de rapprocher nos formations scolaires du modèle patronal de l'apprentissage en offrant de la main d'œuvre gratuite aux entreprises et, d'autre part, de libérer les personnels et les plateaux techniques pour certifier les candidat-es libres, notamment les apprenti-es. C'est l'ensemble du lycée pro qui est réformé pour répondre aux exigences du patronat.

La FSU rappelle son opposition farouche à cette réforme dévastatrice des lycées professionnels et appelle à une journée de grève intersyndicale nationale le mardi 12 décembre.

Enfin, nous sommes alertés sur l'absence d'ordre de mission pour des personnels ayant un service à l'année hors de leur établissement de rattachement. Il est urgent que ces situations soient régularisées et que les remboursements de frais de déplacement soient versés. Cela fait 3 mois que ces personnels payent pour aller travailler.